

RÉACTION DE LA CHAMBRE JURASSIENNE

# Avenir Suisse envisage notre pays sans paysans

**Avenir Suisse accuse l'agriculture helvétique de tous les maux et préconise des mesures drastiques pour réformer la politique agricole, au point que l'on pourrait les assimiler à une exécution programmée.**

L'agriculture suisse coûte trop cher pour Avenir Suisse. L'introduction du rapport donne le ton arrogant de l'étude en mentionnant que le secteur agricole ne représente que 0,7% de la valeur ajoutée économique totale générée en Suisse. Avenir Suisse marginalise le rôle de l'agriculture par des chiffres habilement triés pour servir sa salve, parfois en valeurs absolues, parfois en valeurs relatives. Cependant, ramener l'agriculture uniquement aux coûts qu'elle génère ne représente qu'une vulgaire approche d'économistes à l'esprit étriqué.

Le dénigrement d'Avenir Suisse à l'encontre de l'agriculture est poussé à l'extrême et fait croire à des privilèges alors que l'on connaît la situation précaire des revenus agricoles. Mais ce ne sont en tout cas pas les mesures préconisées qui amélioreraient la situation des familles paysannes, au contraire! Le démantèlement des aides étatiques réduirait considérablement les recettes des familles paysannes alors que le prix des produits seraient simultanément



Avenir Suisse a lancé une bombe contre l'agriculture suisse dans une étude publiée le vendredi 7 septembre. V. GREMAUD

mis sous pression par les accords de libre-échange prônés par l'étude.

Pour Avenir Suisse, la part du revenu réalisée sur les marchés augmenterait et rendrait les agriculteurs plus entrepreneurs mais l'étude passe sous silence le fait que le revenu des familles paysannes se dégraderait encore.

A l'heure où l'économie suisse connaît une situation enviable et une croissance réjouissante, Avenir Suisse dénonce un verrouillage du marché qui défavorise les entreprises exportatrices. Or, la prospérité de la Suisse n'est pas que business et export. Exploitant le tiers du territoire suisse, notre agriculture représente un pignon moteur de la sécurité de notre approvisionnement, de l'occupation décentralisée du territoire, de l'économie des régions périphériques, de l'at-

tractivité touristique ou encore de l'entretien du paysage et des bases naturelles. N'en déplaise à Avenir Suisse!

Le think tank se montre étonnamment sensible à l'environnement pour extrapoler, de manière opaque, les coûts environnementaux de l'agriculture suisse. L'hérésie est même poussée à son paroxysme en relativisant l'impact environnemental des transports par rapport à celui de l'agriculture ou encore en prônant l'abaissement de la production indigène, finalement en délocalisant ou plutôt en accentuant les impacts écologiques sur d'autres pays. Mis à part pour certains marchés de niche, le seul salut de l'agriculture suisse serait de passer d'une agriculture familiale à une agriculture industrielle d'où une contradiction manifeste d'Avenir Suisse quant à sa

pseudo-sensibilité environnementale.

Tout juste une année après le plébiscite de la population en faveur de la sécurité alimentaire, il y a lieu de rappeler l'attachement et le soutien de la population à son agriculture.

Par conséquent, l'agriculture exige d'être considérée au-delà de son poids économique, avec respect. Sans mesures compensatoires, l'agriculture suisse ne peut être compétitive sur le plan international dans un contexte de coûts suisses (salaires, foncier, etc.) qui subsistera malgré de nouvelles ouvertures des marchés.

Les missions confiées à l'agriculture par la Constitution légitiment les soutiens étatiques actuels, au même titre que tant d'autres tâches de la Confédération. Enfin, rappelons à Avenir Suisse que les dépenses de la Confédération pour l'agriculture sont restées stables depuis 1996 et leur part a même diminué dans les dépenses fédérales. En outre, malgré les différences de prix avec l'étranger, le consommateur suisse accorde une part bien moins importante que les pays qui nous entourent pour ses dépenses alimentaires.

Si l'agriculture devait au final davantage contribuer à l'accès à de nouveaux marchés pour l'essor de l'économie suisse, elle exige sa part du gâteau pour compenser les sacrifices et pouvoir elle aussi évoluer avec de réelles perspectives d'avenir... suisse.

AGRIJURA

RÉACTION DE L'USP

## Un brûlot d'élucubrations

**«Une politique agricole d'avenir»: ainsi s'intitule le pamphlet sur l'abolition de l'agriculture dont s'est fendu Avenir Suisse.**

Ce brûlot fourmille d'affirmations absurdes et de propositions insensées. Il suffit de lire le début des élucubrations d'Avenir Suisse pour se rendre compte que l'inutile usine à penser ignore ce que sait n'importe quel élève de première: «Cette étude est consacrée au secteur agricole, qui ne représente que 0,7% de la valeur ajoutée économique totale générée en Suisse. Compte tenu de ce faible poids économique, il est à première vue légitime de se demander pourquoi la politique agricole est en si bonne place sur l'agenda politique». Tous les autres le savent: si la politique agricole est importante, c'est parce que l'argent ne se mange toujours pas! Sans production agricole, l'humanité pourra se laisser mourir de faim et disparaître.

L'affirmation selon laquelle l'agriculture suisse coûterait 20 milliards de francs par an est particulièrement abracadabrante. Il s'agit d'une pure jonglerie de chiffres, dénuée de tout fondement et utilisant des hypothèses tout à fait irréalistes. En témoigne, par exemple, le chiffre avancé de 7 milliards de «coûts environnementaux». Aussi absurde que soit ce chiffre, c'est la solution prônée qui mérite d'être relevée: Avenir Suisse veut exporter le problème en réduisant la protection douanière. Compte tenu des normes environnementales beaucoup moins sévères à l'étranger, l'impact sur la nature s'en trouvera sans doute multiplié. Loin des yeux loin du cœur: ce qui se passe ailleurs ne nous regarde pas.

Les familles paysannes vendent chaque année des matières premières alimentaires d'une valeur de 10 milliards de francs. En y ajoutant des paiements directs de 2,8 milliards de francs, cela représente des recettes de près de 13 milliards de francs au total. Il n'empêche que dans ce contexte, Avenir Suisse parvient encore à dénicher un potentiel de 14 milliards d'économies.

**Contexte global passé sous silence**

Pour la principale critique, c'est toujours la même rengaine: l'agriculture suisse n'est pas assez compétitive. D'où la nécessité de dissoudre les petites exploitations agricoles de type familial que nous connaissons aujourd'hui. La solution: un petit nombre de grandes exploitations industrielles, avec élevage intensif, et concurrentielles à l'international. Et d'ailleurs, même l'absence d'un secteur agricole notable en Suisse ne serait pas si grave pour Avenir Suisse: importer, c'est de toute façon meilleur marché!

Le contexte de coûts élevés dans lequel évolue l'agriculture suisse, l'impossibilité de délocaliser la production en un tournemain à l'étranger, les nombreuses exigences environnementales et éthologiques pour toucher des paiements directs, la valeur du paysage pour le tourisme, et le fait que les Suisses sont ceux qui dépensent le moins au monde de leur budget disponible pour se nourrir, tout cela Avenir Suisse n'en pipe pas mot.

Combien de temps encore l'économie suisse financera-t-elle une usine à penser dont les résultats ne contribuent en rien à trouver des solutions et qui ne font que miner davantage une confiance déjà ébranlée dans la branche?

UNION SUISSE DES PAYSANS

TRIBUNE DU LECTEUR

## Une étude indigne et incohérente

**Indigne, peu cohérente et incomplète, l'étude d'Avenir Suisse intitulée «Une politique agricole d'avenir» a laissé le monde agricole sans voix.**

Indigne par son vocabulaire. Avec «le registre des privilèges» chiffré à 20 milliards de francs et le cumul de montants arrangés comme des noix sur un bâton, cette étude fait passer le monde agricole pour une corporation de profiteurs. Indigne lorsqu'Avenir Suisse affirme que «l'image de la famille paysanne dans le besoin est un prétexte pour obtenir des soutiens financiers». Indigne face à la réjouissance d'Avenir Suisse, évoquant la disparition d'exploitations agricoles comme «une évolution qui ne doit pas être perçue d'un mauvais œil».

Indigne encore vis-à-vis des consommateurs, du peuple suisse et du choix populaire de septembre 2017, validant à près de 80% le texte pour la sécurité alimentaire, Avenir Suisse ne se soucie pas du contenu de l'assiette des citoyens.

Cette étude fait preuve d'un manque de cohérence entre les constats et les pistes suggérées. C'est un fait, l'agriculture suisse est fortement endettée de par la taille des exploitations

en regard du coût du foncier et des infrastructures. La proposition de supprimer les reprises d'exploitations à la valeur de rendement ne fera qu'augmenter l'endettement des entreprises agricoles et compromettra encore plus les reprises d'exploitations.

Les protections douanières permettant de contrôler, réguler et taxer certaines denrées alimentaires importées. Leur réduction accentuerait la pression sur les prix et sur les produits indigènes, alors qu'elle devrait être atténuée par le biais de prestations justement remises en question par Avenir Suisse.

Peu de cohérence également entre le constat que l'agriculture croule sous les prescriptions restreignant ses marges de manœuvre entrepreneuriales et le vœu d'émergence de nouveaux métiers tels qu'«auditeurs de la qualité paysage et gestionnaires des ressources et de la biodiversité», créant des charges administratives supplémentaires.

**Partielle et partielle**

Cette étude est incomplète. Une pièce de monnaie à tous jours deux faces, Avenir Suisse tend à ne démontrer qu'une face négative de l'agriculture. Il est vrai qu'en valeur réelle les denrées alimentaires coûtent plus

cher en Suisse qu'à l'étranger, mais pour être juste il est important de faire le comparatif par franc gagné. Et là, les consommateurs suisses dépensent moins de 10% de leur revenu, soit nettement moins que les pays voisins. Evoquer le coût de l'agriculture en regard du faible PIB généré alors qu'il n'est fait aucunement mention des effets de l'agriculture suisse sur le tourisme, de l'entretien du paysage et des nombreux efforts faits pour la biodiversité, le respect des animaux et de la nature, démontre encore une fois le caractère orienté à charge contre l'agriculture de cette étude.

Le secteur agroalimentaire n'est que partiellement abordé, alors que l'agriculture n'est qu'un maillon de la chaîne alimentaire où tous ont un rôle à jouer. Les nombreux artisans que sont les meuniers, boulangers, bouchers, fromagers, les magasins de denrées alimentaires, les grossistes et le secteur de la gastronomie sont oubliés dans cette étude, bien qu'ils fassent tous partie intégrante de notre secteur agroalimentaire de proximité et contribuent chaque jour au contenu de notre assiette. En chiffres, puisqu'Avenir Suisse aime les chiffres, le secteur agroalimentaire de notre pays génère près de 90 milliards de

PIB (15%) pour plus de 660 000 emplois pour une masse salariale de quelque 40 milliards de francs. Finalement, les 2,8 milliards de francs de paiements directs octroyés à l'agriculture ne sont pas cher payés dans un schéma de valeurs ajoutées, génératrice d'emplois locaux et de produits régionaux de qualité.

**Revenu décent souhaité**

Le monde agricole n'est pas hermétique à l'évolution et n'a pas attendu Avenir Suisse pour adapter ses structures afin de répondre aux évolutions et aux différentes normes, en se modernisant et se regroupant dans le but d'être plus compétitif et innovant. Mais ces démarches ne se concrétisent pas d'un coup de cuillère à pot, elles prennent du temps et génèrent des investissements. Aussi, l'agriculture suisse a besoin d'un encadrement tant financier que structurel pour pouvoir répondre avec fierté et respect au mandat premier qui est le sien: assurer l'approvisionnement en denrées alimentaires de qualité, rémunérées de façon décente, permettant aux familles d'agriculteurs de vivre du produit de leur travail.

JACQUES NICOLET, AGRICULTEUR ET CONSEILLER NATIONAL, 1357 LIGNEROLLE

RÉACTION DE L'ASSAF

## Des idées dépassées

**Les idées d'Avenir Suisse sont dépassées et empreintes du dogmatisme du libre-échange agricole.**

Domage, ce think tank, pourrait s'occuper de problématiques plus importantes pour l'avenir de la Suisse au lieu de s'improviser en expert de la politique agroalimentaire. Avenir Suisse persiste dans sa vision dogmatique de libéralisation et de libre-échange agricole. Pourtant de nombreux experts et même la directrice du secrétariat d'Etat à l'économie (seco) reconnaissent que le marché à besoin de règles et de conditions-cadres pour un bon fonctionnement. Le libre-échange ne fonctionne que sur le papier.

Avenir Suisse ferait mieux de proposer des solutions qui contribuent au développement durable du secteur agroalimentaire et de la place économique suisse. En particulier, en matière de simplification administrative. La seule idée d'Avenir Suisse à ce sujet est la suppression de la politique agricole.

La Suisse est un îlot à salaires élevés. La protection à la frontière est finalement une protection des salaires. L'agriculture ne peut pas délocaliser. Elle est liée au terroir suisse avec toutes les spécificités climatiques, topographiques et

structurelles qui augmentent le coût de la production des denrées alimentaires. Avenir Suisse limite ses considérations à une équation financière, en oubliant les coûts externes. Le peuple a donné un mandat constitutionnel en matière de sécurité alimentaire. Une protection à la frontière adaptée pour des denrées alimentaires sensibles permet d'atteindre ce but. Elle permet une résilience indispensable dans les filières de production et de transformation alimentaire.

En 2017, les dépenses par ménage étaient de 15,7% pour les assurances et de 6,3% pour l'alimentation et les boissons non alcoolisées. Chaque année les coûts de la santé augmentent. Une réelle préoccupation pour de nombreux ménages suisses à laquelle Avenir Suisse pourrait s'atteler en proposant, par exemple, une alimentation plus responsable. Cette solution aurait l'avantage de mettre en œuvre les engagements que la Suisse a pris dans le cadre de l'agenda 2030 de l'ONU pour le développement durable.

Avenir Suisse n'a aucun intérêt pour les 660 000 places de travail et 86 milliards de francs de chiffre d'affaires que génère le secteur agroalimentaire suisse dans son ensemble. Ainsi cette organisation se disqualifie pour la conception d'une place économique Suisse forte.

ASSAF SUISSE